



Philippe Guillemain et Eric Buehler, syndics de Lonay et de Bremblens, ont mandaté une agence de communication pour faire connaître leur mécontentement et réaliser un film démontrant l'impact négatif d'une liaison longue avec jonction vers l'A1 actuelle vers Denges. SAMUEL FROMHOLD

AUTOROUTE Bremblens et Lonay contestent le récent choix du Grand Conseil et du Conseil d'Etat pour un contournement long avec liaison vers Denges.

Ils ne veulent pas de la «piqûre»

DIDIER SANDOZ
dsandoz@lacote.ch

«Pas la piquêre, pas la piquêre!» Cette phrase répétée plusieurs fois hier n'émanait pas d'un enfant face à l'infirmière scolaire. Elle était martelée par deux syndics de la région morgienne: Philippe Guillemain, de Lonay et Eric Buehler, de Bremblens.

Tous les deux peinent à décoller après que le Grand Conseil – députés de la région morgienne en tête – s'est prononcé en faveur d'un contournement long, soit de Tolochenaz à Villars Sainte-Croix, assorti d'un raccordement à l'A1 actuelle vers Denges. C'est cette liaison, indispensable si l'on veut déclasser la traversée autoroutière de Morges en un boulevard urbain, que l'on désigne par le terme de «piqûre».

On l'a compris, la piquêre, ces deux communes n'en veulent pas. Tout d'abord parce que cela impacterait considérablement le co-

teau des Abesses entre Lonay et Echandens. Mais la raison qui mobilise aussi le syndic de Bremblens tourne autour de l'échangeur nécessaire en cas de construction de cette liaison contestée. «Les normes en vigueur n'autorisent plus d'échangeurs enterrés. Cela nous vaudrait un vaste tronçon avec des pistes qui se séparent en plein air sur le plateau entre Lonay et Bremblens», déplore Eric Buehler qui rappelle que le contournement ne serait acceptable que s'il est essentiellement souterrain.

Réaction tardive

Mais pourquoi réagir en ce 6 mars alors que le parlement cantonal s'est prononcé un mois plus tôt en faveur du tracé long avec piquêre? «Nous avons été surpris et atterrés par le vote des députés qui, à notre avis, connaissaient fort mal le dossier», commente Philippe Guillemain. Il souligne que les communes représentées par les associations régionales que sont l'Arcam et Région Morges s'étaient prononcées en faveur

d'un contournement long en doutant de la nécessité de la fameuse piquêre.

Le canton a pris son temps

«Nous avons donné notre avis et attendu longtemps la détermination du gouvernement cantonal. Or celle-ci, qui semble avoir été décidée en 2009 déjà, n'a été exprimée qu'au moment du débat au Grand Conseil.» En tant que participant au comité de pilotage local de cet ambitieux projet, il ne cache pas un sentiment de «trahison».

Hormis la campagne de sensibilisation qui passe par un film didactique – et réalisé sur commande –, les deux syndics espèrent bien mobiliser leurs voisins contre cette option «plus coûteuse et ne faisant que reporter le problème de quelques kilomètres», et rester attentifs au tracé précis que l'on attend toujours. Des millions de voitures auront encore le temps de traverser Morges avant que n'entrent en action les bulldozers. ◉

QUELQUES DATES CLÉS

2000

Faute de pouvoir compléter sa jonction est, Morges demande de déplacer l'A1. S'ensuivent études et tractations dont les communes concernées déplorent être tenues à l'écart.

2010

En mai 2010, l'Office fédéral des routes (Ofrou) promet de repartir à zéro avec l'analyse de toutes les variantes.

2012

L'Ofrou annonce renoncer à un «petit contournement», optant pour une liaison Tolochenaz-Villars-Sainte-Croix avec un raccordement sur l'A1 existante, à Denges, la fameuse «piqûre».

2013

Le Grand Conseil valide le choix du Conseil d'Etat pour une liaison longue avec piquêre. Morges approuve, tandis que deux communes font savoir leur refus.